



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 28/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

ZI du Petit Parc - Voie C  
Rue des Fontenelles  
78920 Ecquevilly

Références : 0006700676\_2026\_03\_24\_SEVIA\_ViSuiEch  
Code AIOT : 0006700676

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SEVIA implanté GARE SNCF 68170 Rixheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier le respect des dispositions des arrêtés de mise en demeure du 21 juin 2024 et du 3 octobre 2023 et a porté également sur le rejet des eaux pluviales.

#### **Référentiels utilisés:**

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, en lien avec la rubrique n°3550 pour laquelle le site est soumis,

- Arrêté préfectoral du 18 octobre 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SEVIA, Gare SNCF, rue Landrin à Rixheim (68170) en référence au titre VIII du Livre I et au titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- Arrêté préfectoral du 3 octobre 2023 portant mise en demeure à la société SEVIA pour son site localisé rue Auguste Landrin à Rixheim (68170),
- Arrêté préfectoral du 21 juin 2024 portant mise en demeure à la société SEVIA de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Rixheim.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- GARE SNCF 68170 Rixheim
- Code AIOT : 0006700676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SEVIA de Rixheim est une station de transit d'huiles usagées, collectées notamment dans des garages et des industries dans le secteur, stockées sur site puis acheminées vers une usine de traitement en vue d'être revalorisées.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Prévention des pollutions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Procédure d'isolement du réseau	AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Maintenance des organes de confinement	AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	2 mois
3	Confinement de l'aire de dépotage	AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
5	Prévention de la pollution des eaux - séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Réexamen IED	AP de Mise en Demeure du 03/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats laissent apparaître que :

- des justificatifs complémentaires sont nécessaires pour statuer sur le respect des prescriptions des articles 2 et 4 (Procédure d'isolement du réseau, maintenance des organes de confinement confinement de l'aire de dépotage) de la mise en demeure du 21 juin 2024 ;
- une non-conformité est persistante, concernant l'article 3 de la mise en demeure du 21 juin 2024, relative à la vérification du fonctionnement de l'obturateur automatique du séparateur d'hydrocarbures, pour laquelle une amende est proposée ;
- une action corrective et un justificatif sont nécessaires pour statuer sur la conformité des prescriptions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2018 ;
- des actions correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant pour se conformer aux prescriptions de l'article 2 de la mise en demeure du 3 octobre 2023, ce qui permet de lever la mise en demeure pour ce point de contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Procédure d'isolement du réseau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article VIII alinéa 3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé : « [...] Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements [...], ou provenant de vannes de sécurité. [...] »</i>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 15 mai 2024, l'exploitant avait présenté à l'inspection des installations classées la consigne de chargement/déchargement des camions sur le site de Rixheim qui ne mentionnait qu'une seule remarque concernant un éventuel incident à savoir "en cas d'écoulement ou de déversement, de l'absorbant est disponible dans le bac "absorbant". L'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir, au jour de l'inspection, de procédure particulière en cas d'incident, ce qui avait abouti à la mise en demeure susmentionnée.  Par courriel du 19 mars 2026, l'exploitant a transmis au service d'inspection un extrait de son plan de défense incendie, un document (non daté) dénommé «Plan de défense déversement accidentel» qui mentionne des consignes en cas de déversement, un logigramme d'actions en cas de déversement d'huiles ou d'incendie et un plan d'identification de la zone à risques du site, associé à une signalétique, ainsi que des consignes d'exploitation pour le chargement et le

déchargement des huiles usagées.

Lors de la visite du 24 mars 2026, l'Inspection constate que ces documents sont affichés dans le bureau attenant au site.

L'exploitant indique qu'un seul agent de SEVIA intervient sur ce site en cas de dépotage et dispose des clés pour accéder au bureau. Ce même agent est également présent lorsqu'un prestataire externe intervient pour le chargement des huiles stockées sur le site. L'Inspection constate par conséquent que seul cet agent est susceptible d'intervenir en cas de déversement.

L'Inspection relève que certaines informations mentionnées sur les documents ne sont pas adaptées ou incomplètes :

- Plan de défense incendie : La référence de l'arrêté préfectoral est inexacte. L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°90631 du 2 juin 1989. Des prescriptions complémentaires ont été fixées par les arrêtés préfectoraux n° 98925 du 19 août 1992 et du 18 octobre 2018. Le site, autorisé pour 7 cuves de stockage pour un volume de 214 m<sup>3</sup> d'huiles usagées, comprend actuellement 5 cuves aériennes de 30 m<sup>3</sup> et 1 cuve aérienne de 34 m<sup>3</sup> soit un volume de stockage de 154 m<sup>3</sup> ;

- Plan de défense déversement accidentel (page 1) : La consigne indiquée en cas de déversement est « *mise en rétention du site par la fermeture de la vanne d'isolement : fermeture automatique de l'obturateur du séparateur afin d'isoler le site* » ;

L'Inspection constate qu'il s'agit d'un élément technique et non pas d'une consigne qui doit indiquer quelle(s) action(s) doi(ven)t être mis(e)s en œuvre par l'agent de SEVIA intervenant sur le site. En lien avec le point de contrôle n°2 du présent rapport, le caractère fonctionnel de l'obturateur est associé à une consigne d'exploitation.

- Logigramme d'actions en cas de déversement ou d'incendie : il est mentionné « *Site de Pontigny* » en haut à gauche de cette page ;

-Plan relatif à la zone à risques du site : le plan transmis le 19 mars 2026 est peu lisible. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le plan affiché dans le bureau présente une meilleure lisibilité.

Les signalétiques mentionnées en haut sur la page ne figurent pas sur le plan et ne permettent pas d'identifier le positionnement sur le site des équipements signalés (extincteurs, vannes d'arrêt, extincteur vert, émulseur, absorbant) ou données (sens d'évacuation, point de rassemblement).

Sur ce même plan, les coordonnées téléphoniques de la mairie, de la DREAL et du centre Antipoison ne sont pas indiquées. Il appartient à l'exploitant d'estimer si ces coordonnées sont utiles ou non dans le cadre de ses procédures d'alerte.

Compte-tenu des observations citées ci-dessus, la prescription n'est pas intégralement respectée, alors que le délai de la mise en demeure est échu.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas proposé de sanction à ce stade.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier d'une actualisation des documents fournis au regard des observations formulées ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Maintenance des organes de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2018 susvisé :</i></p> <p>« [...] »</p> <p><i>Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins deux fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</i></p> <p><i>[...] »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 15 mai 2024, l'Inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas de document justifiant de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur du séparateur d'hydrocarbures, ce qui avait abouti à la mise en demeure susmentionnée.</p> <p>Par courriel du 19 mars 2026, l'exploitant a transmis au service d'inspection deux rapports d'intervention d'un prestataire extérieur relatifs à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures datant du 2 juin 2025 et du 7 janvier 2026. Ces documents indiquent brièvement la nature des interventions effectuées dont en particulier la vérification du flotteur de l'ouvrage.</p> <p>Lors de l'intervention du 2 juin 2025, le prestataire précise, en commentaire dans son rapport, que le flotteur fonctionne. Lors de l'intervention du 7 janvier 2026, aucun commentaire n'est apporté sur le fonctionnement du flotteur.</p> <p>Lors de la visite du 24 mars 2026, l'exploitant a confirmé qu'il est demandé dorénavant au prestataire de vérifier le fonctionnement du flotteur à chaque intervention.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que le bon fonctionnement du flotteur ne signifie pas que l'obturateur automatique du séparateur est fonctionnel. En l'état, le contrôle réalisé ne permet pas de justifier du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Le fonctionnement de l'obturateur n'a pas été testé lors de la visite de l'Inspection.</p> <p>Il est rappelé que la prescription susmentionnée indique que « <i>le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins deux fois par an</i> ».</p> <p>Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.</p> <p>Il est par conséquent proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est attendu de l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier de la vérification du fonctionnement de l'obturateur automatique du séparateur d'hydrocarbures, conformément à la prescription susmentionnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Confinement de l'aire de dépotage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10 alinéa 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2018 susvisé :</i></p> <p><i>« IV. Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</i></p> <p><i>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 15 mai 2024, l'Inspection avait constaté que les travaux consistant en la mise en place de bourrelets d'enrobé de 10 cm en limite de la zone de dépotage permettant de collecter, sur l'ensemble de la surface, un volume de 10 m<sup>3</sup> n'avaient pas été réalisés rendant ainsi l'aire de dépotage non conforme vis-à-vis de la rétention associée.</p> <p>Par courriel du 19 mars 2026, l'exploitant a transmis au service d'inspection une note relative aux travaux réalisés en 2024, accompagnée de la copie de la facture n°TP24101475 du prestataire, datée du 08 octobre 2024 ainsi que des photos du chantier concernant ces travaux.</p> <p>Lors de la visite du 24 mars 2026, l'Inspection a constaté que les travaux de confinement de l'aire de dépotage en cas de déversement d'huiles usagées ont été réalisés. Ils ont consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en la pose d'un caniveau sur toute la largeur sur l'aire et à son raccordement au réseau de collecte des eaux pluviales existant permettant un débit de collecte de 72 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>- en la pose d'une bordure d'une hauteur de 10 cm (18 mètres linéaires) sur le bord nord-est de l'aire de dépotage ;</li> <li>- en la réfection du bitume déposé pour la création de ces équipements.</li> </ul> <p>Cependant, l'Inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant, dans son courriel du 19 mars 2026, ne justifie pas que les travaux réalisés permettent la collecte d'un volume de fluides de 10 m<sup>3</sup> mentionné dans l'étude de dangers de 2011. Dans ce contexte, l'Inspection ne dispose pas des éléments pour statuer sur la conformité à la mise en demeure ;</li> <li>- en lien avec le point n°2, l'exploitant ne justifie le fonctionnement effectif de la vanne automatique du séparateur ce qui ne garantit la possibilité de confinement en cas de déversement.</li> </ul>

Dans ces conditions, il ne peut pas être statué sur le respect de la prescription à ce stade.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de justifier :

- que les travaux réalisés permettent la collecte d'un volume de fluides de 10 m<sup>3</sup> mentionné dans l'étude de dangers de 2011,
- en lien avec le point n°2, le bon fonctionnement de l'obturateur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Gestion des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

[...]

*Les eaux pluviales doivent respecter avant rejet les caractéristiques suivantes :*

- température inférieure à 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- absence de flottants,
- absence de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- absence de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée (mg/l)
DCO	1314	120
MES	1305	30
Hydrocarbures totaux	7009	5

*Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon représentatif.*

*Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réception des résultats.*

[...]

**Constats :**



<p>A la suite d'un précédent arrêté de mise en demeure du 22 octobre 2020, l'exploitant avait transmis à l'Inspection des résultats d'analyses de l'échantillon d'eau prélevé à sortie du séparateur d'hydrocarbures le 20 novembre 2020. La transmission de ces résultats conformes aux valeurs limites d'émissions imposées par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2018 avait permis la levée de la mise en demeure lors de la visite d'inspection du 25 mars 2021.</p> <p>Par courriel du 19 mars 2026, l'exploitant a transmis au service d'inspection les rapports d'analyses d'un prestataire externe pour les prélèvements réalisés aux dates suivantes : 21 avril 2023, 6 juin 2024 et 16 juin 2025.</p> <p>L'examen des résultats d'analyses ne montrent pas de dépassements des valeurs limites pour les 3 paramètres prescrits.</p> <p>Toutefois, l'Inspection a constaté qu'aucun résultat d'analyses n'a été enregistré sur la plateforme GIDAF. L'Inspection a précisé que le cadre de déclaration n'avait pas été créé et que l'exploitant n'avait pas sollicité le préfet pour l'ouverture de ce cadre propre au site de Rixheim. Sur ce point, l'exploitant indique qu'il n'avait pas connaissance de l'obligation d'enregistrer les résultats d'analyses sur GIDAF pour ce site. L'inspection a rappelé que cette obligation est prescrite par l'arrêté du 18 octobre 2018 susmentionné.</p> <p>L'exploitant n'ayant pas déclaré les résultats sur GIDAF, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>S'agissant d'une non-conformité documentaire, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de compléter le cadre GIDAF (qui a été créé par l'Inspection) pour les résultats d'analyses réalisés depuis le 18 octobre 2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Prévention de la pollution des eaux - séparateur d'hydrocarbures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  <i>les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>          [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) sont disponibles sur le site Vigiedéchets (application de visualisation des données renseignées dans Trackdéchets à destination de l'administration).

Par sondage, pour la collecte et l'évacuation des eaux souillées et des boues provenant du séparateur, l'Inspection a examiné les BSD pour les années 2022 à 2024. Il est relevé des incohérences quant aux données mentionnées sur les BSD avec les données indiquées dans les rapports GEREP.

Année	BSD	Déclaration des émissions polluantes (plateforme GEREP) pour le site de SEVIA à Rixheim
2022	Le BSD n°BSD-20221013-PGXPW3N63 fait état, à la date du 14/10/2022, d'une quantité estimée de 3 t de boues et d'une quantité globale réceptionnée de 9,734 t	Le rapport 2022 mentionne une quantité de boues de 9,734 t/an (code 13 05 02*) et une quantité d'eau mélangée à des hydrocarbures (code 13 05 07*) de 2,85 t/an pour un premier transporteur et de 1,5 t/an pour un second transporteur.
2023	Le BSD n°BSD-20230801-AAEETJR30 fait état, à la date du 01/08/2023, d'une quantité réceptionnée de 1,82 t d'eaux souillées. Le BSD n°BSD-20230801-AAEETJR30 fait état, pour la date du 01/08/2023, d'une quantité réceptionnée de 0,24 t de boues.	Le rapport 2023 mentionne une quantité d'eau mélangée à des hydrocarbures (code 13 05 07*) de 4,16 t/an. Aucune donnée n'est fournie pour les boues.
2024	Le BSD n°BSD-20231025-1NC61WRVZ fait état, à la date du 26/10/2023, d'une quantité estimée de 2,0 t d'eaux souillées. Le BSD n°BSD-20231025-88DT78V9X fait état, pour la date du 01/08/2023, d'une quantité estimée de 0,1 t de boues. Aucune donnée réceptionnée n'est indiquée.	Le rapport 2024 mentionne une quantité d'eau mélangée à des hydrocarbures (code 13 05 07*) de 4,51 t/an. Aucune donnée n'est fournie pour les boues.

Sur la base de ces éléments, l'Inspection constate :

- des quantités estimées parfois incohérentes avec les valeurs réelles réceptionnées, notamment pour l'année 2022. Sur ce point, l'exploitant précise que la valeur de 9,734 tonnes de boues en provenance uniquement du séparateur du site paraît trop importante et suggère qu'une partie de ces boues pourrait provenir des bacs de rétention des citernes. Toutefois, il n'est pas apportée de précisions sur la cause de la présence éventuelle de ces boues dans les bacs de rétention ;
- les valeurs des quantités de déchets indiquées dans les rapports GEREP 2022, 2023 et 2024 ne sont pas concordantes avec les quantités déclarés dans les BSD.

<p>Il est noté que le code déchet dans le BSD n°BSD-20230801-5Y1ASKDON du 01/08/2023 est inexact pour les boues : le code 13 05 07* est indiqué au lieu du code 13 05 02*.</p> <p>Considérant les incohérences relevées, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de vérifier la cohérence des données enregistrées sur les BSD en lien avec la situation du site et celles indiquées dans les rapports annuels GEREPA établis depuis 2022. Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie les incohérences relevées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Réexamen IED

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réexamen IED</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Dans un délai de trois mois, l'exploitant remet, au préfet du Haut-Rhin, un dossier de réexamen de ses conditions d'exploitation de son installation de traitement des déchets de la rue Auguste Landrin à Rixheim faisant suite à la parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT-Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 et en application de l'article R.515-70 et R.515-81 du code de l'environnement, publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier préfectoral du 3 octobre 2023, l'exploitant s'est vu notifier l'arrêté de mise en demeure susmentionné lui demandant de remettre au préfet du Haut-Rhin un dossier de réexamen relatif à son activité de regroupement d'huiles usagées en vrac, classée sous la rubrique 3550.</p> <p>Par courrier du 12 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir remis le dossier de réexamen IED le 12 août 2019.</p> <p>L'inspection constate qu'effectivement le dossier de réexamen IED a bien été réceptionné le 12 août 2019 par la préfecture du Haut-Rhin et transmis le 11 septembre 2019 au service de l'inspection. Ce dossier n'a fait pas l'objet d'un traitement.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p> <p>Le dossier de réexamen IED a bien été réceptionné le 12 août 2019 et fera l'objet d'un examen</p>

dans une phase ultérieure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure